En Jeu. Histoire et mémoires vivantes

**N° 8 | 2016**
**Les usages problématiques des mots du mal**

# Le mal paradoxal : usages, non-dits et dénis dans les discours de François Hollande sur la Seconde Guerre mondiale

***Cécile VAST***

**Édition électronique :**
**URL :**
https://en-jeu.numerev.com/articles/revue-8/905-le-mal-paradoxal-usages-non-dits-et-denis-dans-les-discours-de-francois-hollande-sur-la-seconde-guerre-mondiale
**DOI :** numerev_1508
**Date de publication :** 05/12/2016

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : VAST, C. (2016) Le mal paradoxal : usages, non-dits et dénis dans les discours de François Hollande sur la Seconde Guerre mondiale. *En Jeu. Histoire et mémoires vivantes*, (8). https://doi.org/10.34745/numerev_1508

« Elle est la voix du savoir et de la connaissance […]. Pour expliquer l'inexplicable, pour comprendre l'incompréhensible, pour nommer l'innommable […]. Son courage, il est dans sa capacité à s'affranchir du mal en le défiant. » Prononcés au Panthéon le 27 mai 2015, ces mots édifiants du président de la République voulaient indiquer le sens et la cohérence des engagements qui ont jalonné la longue vie de Germaine Tillion (1907-2008). Une étude plus précise du vocabulaire des discours de François Hollande consacrés à la Seconde Guerre mondiale révèle cependant une lecture du mal plus paradoxale que ne le laisse supposer cet éloge de la connaissance, de la science et du langage. L'apparente limpidité d'une « traversée du mal » transcendée par le savoir, et incarnée ici par la célèbre ethnologue, détonne avec la dialectique simple du bien et du mal qui organise l'essentiel de la parole présidentielle sur les années 1940.

---

**Mots-clés :**
L'historien face aux usages et mésusages du passé, Mémoires de la Seconde Guerre mondiale, Commémorations, Discours présidentiels, Analyse lexicale, Constructions, Perceptions et transformations de l'événement

---

« En t'écoutant, nous n'étions plus des Stücks,
mais des personnes ; nous pouvions lutter,
puisque nous pouvions comprendre. »
Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Lettre à Germaine Tillion,
préface de l'ouvrage de Germaine Tillion, *La Traversée du mal,* 2000

Elle est la voix du savoir et de la connaissance […]. Pour expliquer l'inexplicable, pour comprendre l'incompréhensible, pour nommer l'innommable […]. Son courage, il est dans sa capacité à s'affranchir du mal en le défiant. » Prononcés au Panthéon le 27 mai 2015, ces mots édifiants du président de la République voulaient indiquer le sens et la cohérence des engagements qui ont jalonné la longue vie de Germaine Tillion (1907-2008). Une étude précise du vocabulaire des discours de François Hollande consacrés à la Seconde Guerre mondiale révèle cependant une lecture du mal plus paradoxale que ne le laisse supposer cet éloge de la connaissance, de la science et du langage. L'apparente limpidité d'une « traversée du mal » transcendée par le savoir, et incarnée ici par la célèbre ethnologue, détonne avec la dialectique simple du bien et du mal qui organise l'essentiel de la parole présidentielle sur les années 1940.

Près de soixante-dix ans après la fin de la guerre, le quinquennat de François Hollande est en effet marqué par la mémoire des grands événements du second conflit

mondial. Du 6 juin 2012, un mois à peine après sa prise de fonction, au 27 mai 2015, pas moins de 21 discours commémorent déportation, génocide, débarquements, Résistance et Libération. Quels que soient les modes de désignation ou les registres de dénonciation, la question du mal constitue l'un des phénomènes explicatifs structurants du rapport de François Hollande à la mémoire de la période de Vichy et de l'Occupation.

Comment ne pas d'ores et déjà s'interroger sur la pertinence d'un encouragement au savoir, lorsque l'on assigne à l'histoire un rôle plutôt singulier où la dimension critique semble s'effacer derrière l'injonction à « transmettre la mémoire » ? Le 8 mai 2015, en s'adressant aux élèves lauréats du Concours national de la Résistance et de la Déportation et à leurs enseignants, le président de la République proposait ainsi une définition très personnelle de l'histoire : « On ne feuillette pas l'Histoire en choisissant ses pages ; on la lit dans un ordre qui construit le récit national, dans un ordre qui donne aussi un sens pour ce que nous avons à faire aujourd'hui. »

Une première écoute à la fois curieuse et sensible de quelques-uns de ces discours présidentiels est à l'origine de cet article. À lire attentivement des textes qui ne cessent de relier « leçons » du passé et « menaces » du présent, l'impression domine d'un certain effacement du contexte. A contrario, l'idée semble s'imposer d'une parole portée par la dénonciation d'une barbarie décontextualisée et d'un mal quasi a-temporel, essentialisé. Pour aller au-delà des premières intuitions, ce travail s'appuie sur une analyse systématique des *mots du mal* employés dans les discours officiels du président socialiste. Il vise à tenter de décrypter les logiques internes à l'œuvre, leurs usages, leurs non-dits et leurs éventuels dénis.

Entre 2012 et 2015[1], les 21 discours prononcés par François Hollande lors de diverses commémorations de la Seconde Guerre mondiale abordent sept thèmes ou événements différents. Huit discours sont consacrés à la période de la Libération (y compris les débarquements en Normandie et en Provence et le massacre d'Oradour-sur-Glane) ; quatre à la Résistance ; quatre ont pour sujet la mémoire de la Shoah ; deux sont des hommages funèbres à d'anciens résistants (Stéphane Hessel et Jean-Louis Crémieux-Brilhac) ; un discours rappelle la mémoire de la déportation au camp de concentration du Struthof (Alsace) ; à Thiaroye au Sénégal, le Président de la République revient sur le massacre perpétré par des gendarmes français de tirailleurs sénégalais mutinés le 1er décembre 1944 ; enfin une allocution honore l'entrée au Panthéon de Pierre Brossolette, Germaine Tillion Geneviève de Gaulle-Anthonioz, et Jean Zay[2].

Cette étude se fonde sur un repérage dans le corpus des 21 discours présidentiels de tous les *mots du mal* (noms communs, noms propres, verbes, adjectifs, etc.) dont les occurrences totales sont supérieures ou égales à trois, soit une liste de 129 mots classés selon les sept thèmes ou événements précisés ci-dessus (Libération, Résistance, Shoah, hommages, déportation, Thiaroye, Panthéon)[3]. Le recours à la technique de l'analyse factorielle des correspondances permet de donner une vue d'ensemble du vocabulaire utilisé dans ces documents. Il contribue aussi à distinguer des logiques internes, des articulations ou des nuances difficilement perceptibles autrement. La démarche aide

enfin à dépasser le stade premier des intuitions en évitant les erreurs d'appréciation inhérentes à l'étude empirique – généralisation, extrapolation, sur-interprétation ou, à l'inverse, omission. L'analyse factorielle des correspondances établit donc une classification des mots ; regroupés dans des classes, ils forment de grandes unités de signification, qu'il reste ensuite à interpréter[4].

Au-delà d'une dialectique simple du bien et du mal, l'utilisation des *mots du mal* dans les discours présidentiels s'organise autour de quelques logiques propres. L'analyse du vocabulaire proposée ici identifie plusieurs ensembles qui structurent l'idée que François Hollande se fait des violences de la Seconde Guerre mondiale. Cette vision s'attache d'abord à délimiter et à hiérarchiser différentes catégories du mal selon l'événement relaté, qu'il s'agisse du mal absolu incarné par le génocide des Juifs ou des souffrances perçues comme inévitables de la période de la Libération. Pour chacune de ces catégories du mal, elle leur assigne par ailleurs une origine, qu'elle soit clairement contextualisée, avec ses acteurs et son idéologie, ou qu'elle semble échapper au temps et à l'histoire. Enfin, l'attention portée aux héros et aux victimes des événements du second conflit mondial révèle une appréhension de la guerre et de ses violences oscillant entre volonté de lutte et impuissance.

## LES CATÉGORIES DU MAL

Les modes de désignation et d'appréhension des événements douloureux du dernier conflit mondial organisent une subtile hiérarchie à l'intérieur des discours présidentiels ; elle dessine une singulière cartographie du mal. Trois catégories se démarquent assez nettement dans le vocabulaire employé pour désigner le mal : une sorte de mal « nécessaire », celui des combats de la Libération ; à travers la répression, les souffrances subies par les résistants ; enfin, le mal absolu incarné par l'extermination des Juifs. Le *génocide* représente ainsi, à travers le champ lexical utilisé, l'incarnation du mal, un crime total toujours nommé au singulier, comme le montrent ces quelques exemples :

« C'est avec beaucoup d'émotion que je suis venu ce matin inaugurer, ici, le Mémorial de Drancy. Au milieu de rares survivants, des familles, des enfants, conscients qu'il s'était produit ici, un crime, un crime abominable. »[5]

« Le monde, lui, découvrait l'extermination méthodique, programmée, scientifique, des Juifs ; un crime qui n'avait pas de nom, tellement il était ignoble. Alors, un nouveau mot fut créé pour le désigner : la Shoah. La Shoah, le plus grand crime jamais connu et jamais commis dans l'humanité. »[6]

Dans les quatre discours consacrés au génocide des Juifs, l'émotion, le registre moral et une forme de sidération l'emportent largement sur tout effort de mise en perspective. On sait que la « solution finale » n'avait pas de nom, moins pour le caractère « ignoble » du crime que pour en masquer les réalités. « Crime », « horreur », « mal », « souffrance », « outrage », « enfer », « extermination », autant de mots employés au singulier qui révèlent une vision quasi téléologique du mal traumatique. Les

commémorations présidentielles des divers événements de la Libération (débarquements en Normandie et en Provence, représailles, bombardements alliés) recourent davantage à la tonalité de l'affliction pour raconter la fin de la guerre en France. Il s'agit moins de dénoncer les crimes que d'évoquer les faits de guerre que sont les « épreuves », les « morts », les « tués », les « sacrifiés », les « ruines » et les « larmes », dans un récit où domine le sentiment d'un mal nécessaire, inévitable, subi et modelé par le « destin » :

« Les Normands ont été placés, par le destin de l'Histoire et par la géographie, au cœur de l'un des plus grands moments de notre Histoire, d'une des batailles les plus décisives de l'Humanité. Ils ont pris part à ce moment-là, avec une force d'âme comparable à la bravoure des combattants alliés. Ils ont pris part à ce qu'a été la libération de la France. Du premier au dernier jour de cette épopée, des bombardements de Caen à ceux du Havre, ils furent des centaines de milliers victimes d'une guerre, la Seconde Guerre mondiale, qui, rappelons-le, a fait plus de victimes civiles que de soldats. »[7]

Enfin la *répression* de la Résistance, décrite dans ses nombreux aspects (arrestation, prison, torture, exécution, déportation), est présentée comme la conséquence et le miroir d'engagements positifs pleinement voulus, assumés. Martyrs de la répression – et non plus seulement victimes des maux de la guerre –, les résistants célébrés dans les discours présidentiels offrent des modèles exemplaires et toujours opératoires. Ainsi des quatre personnalités choisies en 2014 pour être panthéonisées :

« Pourquoi ce choix ? Deux femmes, deux femmes inséparables dans la vie, dans l'épreuve, dans les souffrances et la déportation. Deux femmes qui se sont battues pour l'émancipation et la dignité humaine, qui n'ont jamais dévié, jamais abandonné, jamais renoncé. Ces deux femmes-là ont leur place au Panthéon. Deux hommes, deux hommes jeunes au moment où ils ont été suppliciés, qui avaient déjà servi la République mais qui auraient pu tant donner s'ils avaient pu survivre. Deux hommes qui avaient éclairé de leur intelligence le chemin de la France vers le progrès. » [8]

Comme pour les faits de guerre désignant la nature du mal subi par les populations civiles au moment de la libération du territoire national, le vocabulaire de la répression de la Résistance se distingue par la précision des mots, le plus souvent clairement circonscrits : « exécutés », « répression », « torturé », « arrêté », « déportation », « Gestapo », « arrêtés », « exécution », « déportée », « SS », « fusillés », etc. Ce décalage entre la tonalité morale utilisée par le président de la République pour parler de la *Shoah* et une contextualisation plus marquée lorsqu'il s'agit d'évoquer la répression, les représailles et les combats de la Libération se retrouve dans le principal discours consacré à la journée de la déportation le 30 avril 2015 au camp du Struthof. Les deux registres se mêlent, avec parfois un rapprochement, voire une confusion, entre l'expérience concentrationnaire et le génocide des Juifs :

« Nous sommes réunis cet après-midi au Struthof, à côté de la seule chambre à gaz, dans le seul camp de concentration qui était installé sur le sol de France. […] Je voulais

aussi que l'on rappelle l'histoire, ici au Struthof. Des déportés juifs ont été assassinés, gazés parce qu'ils étaient juifs, et une plaque portait les noms des suppliciés depuis 2005. [...] Aujourd'hui, les nations d'Europe sont réunies dans le camp de Natzweiler-Struthof, un camp situé sur le sol de France, un camp qui fut l'un des maillons de la chaîne concentrationnaire nazie. Un camp qui a vu 52 000 déportés de toutes nationalités passer ici, un camp dont 30 000 seulement sont revenus. [...] La majorité des déportés du Struthof étaient des partisans, des résistants, des hommes engagés. »[9]

La chambre à gaz installée au Struthof en 1944 et dans laquelle 86 personnes juives furent assassinées devient ici une sorte d'avant-poste de la *Shoah* « sur le sol de France » et l'événement éminemment central de cette commémoration. Le glissement de sens, la distinction, comme l'absence de précision sur la situation particulière de l'Alsace, région annexée par l'Allemagne nazie après l'armistice du 22 juin 1940 et administrée par un Gauleiter, ne risquent-ils pas d'empêcher de comprendre que le camp du Struthof fut aussi un « résumé » du système concentrationnaire nazi et du nazisme[10] ?

Au-delà des formes de désignation du mal dans les discours de François Hollande, cette interrogation renvoie finalement aux facteurs explicatifs avancés pour appréhender les malheurs de la Seconde Guerre mondiale. Quelle est l'origine du mal ? Peut-on même penser l'origine du mal ?

**LE MAL DANS LE SIÈCLE ?**

Là encore une ligne invisible distingue les crimes et les souffrances avec, d'un côté une contextualisation précise et, de l'autre, une forme d'a-temporalité par l'absence, l'effacement voire le déni du contexte historique. Trois événements sont clairement inscrits dans leur temps : la Résistance, la Libération et, dans une moindre mesure, la déportation de répression. Pour ces derniers, les causes, les idéologies et les acteurs du mal sont désignés par l'utilisation d'un vocabulaire précis : « nazis », « NN », « concentration », « nazie », « concentrationnaire », « déportation », « camps », « bourreaux », « occupant » pour le phénomène de la déportation de répression :

« Parmi les proscrits figuraient les "Nuit et Brouillard", les déportés politiques à l'uniforme marqué de deux lettres maudites "NN", et qui promettaient à ceux qui les portaient une mort lente mais certaine par épuisement, sous les coups et dans l'isolement le plus complet. Ce statut "Nuit et Brouillard" fut inventé en 1941 quand l'occupant voulait priver la Résistance de ses héros. »[11]

« SS », « nazisme », « Allemagne », « occupation », « humiliation », « nazi », « armistice », « allemande », « ennemi », « Vichy », « occupée », « Gestapo » pour la Résistance, comme dans cet extrait dédié aux personnalités panthéonisées en mai 2015 :

« Pourtant, ces deux femmes, ces deux hommes, chacun si singulier, ont été gouvernés par les mêmes forces, animés par les mêmes passions, soulevés par le

même idéal, unis les uns, les autres par le même dépassement, indissociablement soudés par le même amour, l'amour de leur patrie. Quatre grandes [sic] Françaises et Français qui incarnent l'esprit de la Résistance, l'esprit de résistance. Face à l'humiliation, à l'Occupation, à la soumission, ils ont apporté la même réponse : ils ont dit non tout de suite, fermement, calmement. »[12]

Enfin, les mots « bombardement », « ennemis », « Reich », « ruines » dominent largement les hommages rendus aux victimes des combats de l'été 1944 et de la période de la Libération :

« Sur Rouen, le 19 avril 1944, 6 000 bombes sont larguées en quelques heures, 900 morts sont retirés des décombres. Un mois et demi après, c'est la semaine rouge, cinq jours de bombardements intensifs, destinés à couper les ponts sur la Seine. Au matin du 7 juin, 3 000 civils sont tués. Des cités entières sont rasées. Saint-Lô est devenue la capitale des ruines. 100 000 personnes sont obligées à l'exode. Elles se mêlent à des mouvements de troupes ennemies. La confusion est totale, et pour des familles entières, c'est le chaos, et elles connaissent la mitraille. Pour briser les voies de retraite de l'ennemi, tout le cœur historique de Caen et de Rouen est touché, les cloches de la cathédrale fondent, 400 victimes sont retrouvées dans les ruines. »[13]

Si ces trois grands événements de la Seconde Guerre mondiale (la Résistance, les camps de concentration, la Libération) sont, pour l'essentiel, bien circonscrits dans leur contexte historique, il en est autrement pour les quatre grandes commémorations des victimes de la *Shoah*. Dans le prolongement évident du discours prononcé en 1995 par Jacques Chirac, François Hollande énonce le 22 juillet 2012 au Vel' d'Hiv une conception singulière de l'histoire et une rhétorique que l'on retrouve dans les autres allocutions consacrées à cet événement : inauguration du Mémorial de la Shoah de Drancy en septembre 2012, anniversaire de la libération d'Auschwitz en janvier 2015 et de la rafle des enfants d'Izieu en avril 2015. À chaque fois la structure oratoire est la même, et plusieurs étapes progressives rythment la parole présidentielle lorsqu'il s'agit de raconter et de signifier l'événement *Shoah* : culpabilisation, déni, déploration, essentialisation, a-temporalité.

« Nous sommes rassemblés ce matin pour rappeler l'horreur d'un crime, exprimer le chagrin de ceux qui ont vécu la tragédie, évoquer les heures noires de la collaboration, notre histoire, et donc la responsabilité de la France. […] L'infamie du Vel' d'Hiv s'inscrivait dans une entreprise qui n'a pas eu de précédent et qui ne peut être comparée à rien : la Shoah, la tentative d'anéantissement de tous les Juifs du continent européen. 76 000 Juifs de France furent déportés vers les camps d'extermination. Seuls 2 500 en sont revenus. […] La vérité, c'est que la police française, sur la base des listes qu'elle avait elle-même établies, s'est chargée d'arrêter les milliers d'innocents pris au piège le 16 juillet 1942. C'est que la gendarmerie française les a escortés jusqu'aux camps d'internement. La vérité, c'est que pas un soldat allemand, pas un seul, ne fut mobilisé pour l'ensemble de l'opération. La vérité, c'est que ce crime *fut commis en France, par la France.* »[14]

Certes, des éléments du contexte historique sont présents, en particulier à travers le rappel de la Collaboration. Mais comment ne pas s'étonner de l'absence, dans ce discours, de l'occupant allemand avec lequel René Bousquet, chef de la police du gouvernement de Vichy, a négocié les rafles parisiennes de juillet 1942 ? Pourquoi le donneur d'ordre, concepteur de la politique d'extermination des Juifs européens, n'est-il pas mentionné ? Ce déni s'accompagne d'une conception culpabilisatrice de la France, prise comme un bloc, sans distinguer ce qui relève de l'antisémitisme du gouvernement de Vichy du reste de la société française. Les références à la complexité des temps et à l'histoire s'effacent derrière l'usage récurrent d'un vocabulaire moral comme explication et comme lecture centrale des événements de la *Shoah* : « oubli », « outrage », « indifférent », « fanatisme », « indifférence », « drame », « enfer », « haine », « douleur », « malheur ». Au-delà de la déploration, c'est un mal hors du temps, a-temporel, qu'il s'agit de dénoncer, à travers les diverses commémorations du génocide des Juifs :

« La barbarie n'a pas d'âge, n'a pas de couleur, n'a pas de limite et plus que jamais, l'histoire nous livre ses leçons pour le présent. […] Voilà notre mission : prévenir le mal, lutter contre le mal, avertir de l'existence du mal et agir. C'est le rôle des lieux de mémoire qui servent à rappeler les événements du passé et à mettre les consciences en éveil. »[15]

À propos d'Auschwitz, de la rafle du Vel' d'Hiv' ou de celle des enfants d'Izieu, les fléaux du temps présent sont systématiquement convoqués pour inscrire les commémorations dans les préoccupations d'aujourd'hui – et accessoirement justifier les interventions militaires françaises dans les pays en guerre.

« C'est pour eux que nous sommes réunis aujourd'hui et que je suis présent. Pour eux, les 51 de la rafle du 6 avril 1944 mais aussi pour les 11 500 enfants et les 64 000 adultes qui ont été déportés de France entre 1941 et 1944 parce qu'ils étaient juifs. Pour eux, et pour tous les enfants martyrisés encore aujourd'hui, victimes du fanatisme. L'ambassadeur du Rwanda en France est présent. Il est invité chaque année à la commémoration du 6 avril à Izieu, parce que c'est en avril 1994 qu'a débuté le génocide des Tutsis, au moment-même où les portes du mémorial s'ouvraient. Là aussi, tragique coïncidence qui nous rappelle que le mal ne s'est pas arrêté aux portes de cette Maison, qu'il renaît chaque fois que des idéologies totalitaires ou des fondamentalismes religieux s'emparent des passions et des peurs.

Mais ces progrès, nés hélas de l'abîme, de la catastrophe, n'ont pas empêché le monde de connaître d'autres atrocités. Sous l'égide des Nations unies, c'est vrai, des massacres, des guerres ont pu être évités, des conflits réglés, des bourreaux jugés, mais le mal n'a pas disparu. Il prend d'autres visages : la barbarie n'a pas de couleur, n'a pas de nationalité, n'a pas de religion ; la barbarie, c'est lorsqu'elle frappe les innocents ; la barbarie, c'est lorsqu'elle s'attaque à ceux qui sont les plus fragiles, à ceux qui ne pensent pas comme les barbares qui eux-mêmes ne pensent plus. Face à la barbarie, nous avons la responsabilité d'agir. Mais agir quand il en est encore temps. La France prend sa part. C'est ce qu'elle a fait quand elle est intervenue au Mali pour repousser les terroristes qui voulaient asservir ce pays. C'est ce qu'elle a fait d'une autre manière avec

les Nations unies en Centrafrique, pour éviter un bain de sang. C'est ce que fait aussi la France dans la coalition contre Daech pour lutter contre le terrorisme, parce que la France, justement, parce qu'elle a connu l'horreur, doit être toujours à l'initiative. »[16]

Avec respectivement 70, 20 et 18 occurrences, les mots « guerre », « mal » et « barbarie » sont les plus employés dans l'ensemble des discours commémoratifs des événements de la Seconde Guerre mondiale de François Hollande. Mais il s'agit bien d'une barbarie et d'un mal décontextualisés et essentialisés. Cette vision irénique et hors du temps, cet arasement de la chronologie ne comportent-ils pas le risque du relativisme, du renoncement et du fatalisme ?

**FATALITÉ DU MAL ? LA LUTTE ET L'IMPUISSANCE**

Lorsque l'on s'intéresse aux modes de désignation des « victimes » des années 1940, une ligne de partage sépare nettement les victimes civiles et innocentes du mal des « héros » engagés contre le mal. Les résistants ont des noms et des visages (Stéphane Hessel, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Pierre Brossolette, Germaine Tillion, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, etc.) ; ce sont des « suppliciés », « fusillés », « exécutés », « déportée », « arrêtée », leur sort (« exécution », « torture », « déportation ») est la conséquence logique de leurs engagements. Ils luttent contre les maux d'hier (« nazisme », « occupation », « racisme », « Vichy ») et contre ceux d'aujourd'hui (« révisionnisme », « pauvreté », « catastrophes », « fléaux », « misère », « exclusion », « injustices », « indifférence », etc.), voire contre les maux qu'ils n'ont pu connaître de leur vivant…

« Aujourd'hui, Germaine Tillion serait dans les camps de réfugiés qui attendent les exilés de Syrie et d'Irak. Elle appellerait à la solidarité pour les Chrétiens d'Orient. Elle se serait sans doute mobilisée pour retrouver les filles enlevées par Boko Haram au Nigéria. Elle s'inquiéterait du sort des migrants en Méditerranée. Pour elle, la compassion n'est pas la charité. »[17]

Les résistants et les déportés de la répression sont pour la plupart des individus clairement identifiés, nommés notamment par l'emploi fréquent du participe passé (« déportée », « arrêté », « torturé », etc.). A contrario les victimes civiles « sacrifiées » ou « tuées » de la Libération ou davantage encore celles de la *Shoah* n'ont pas de nom, pas de chair, les personnes s'effacent et tendent à disparaître derrière un vocabulaire englobant qui ne les désigne plus en tant que telles : « malheur », « drame », « épreuve », « terrible », « barbare », « barbarie », « douleur », « pire », « victimes », « crime ». Dans ce cas, la sidération et l'impuissance l'emportent dans la manière dont ces commémorations évoquent ces victimes, le mal écrase tout sans aucune échappatoire…

Comment ne pas s'interroger sur ce paradoxe : la célébration de Germaine Tillion et de Geneviève de Gaulle qui faisaient de l'explication le ressort et le moyen de lutter contre le mal ; la difficulté à désigner, à nommer, à dire et à contextualiser les logiques qui ont mené à l'extermination des Juifs ? Quelle signification donner à cette tendance

marquée des discours de François Hollande à essentialiser l'événement *Shoah* ? La sortie de l'histoire et l'usage de la sidération ne sont-ils pas contreproductifs ? Que penser d'une représentation du passé qui empêche tout effort de compréhension pour appréhender les événements dans leur singularité comme dans leur complexité ? « L'absence de pensée peut faire plus de mal que tous les instincts destructeurs réunis », écrivait Hannah Arendt à propos d'Adolf Eichmann[18]. La dénonciation du mal devient aussi paradoxale que dangereuse lorsqu'elle annihile la connaissance et le savoir.

* * *

---

[1] L'intégralité de ces discours est consultable sur le site internet de l'Élysée à l'adresse suivante : http://www.elysee.fr/declarations.

[2] Voir la liste des discours dans l'annexe 1.

[3] Voir la liste des « mots du mal » dans l'annexe 2.

[4] Nous avons utilisé pour réaliser cette analyse factorielle des correspondances (AFC) le logiciel Hyperbase. Voir les graphes de l'AFC dans l'annexe 3.

[5] 21 septembre 2012, inauguration du Mémorial de Drancy.

[6] 27 janvier 2015, commémoration des 70 ans de la libération d'Auschwitz.

[7] 6 juin 2014, commémoration des 70 ans du débarquement allié en Normandie.

[8] 21 février 2014, discours au Mont-Valérien.

[9] 30 avril 2015, journée de la déportation au Struthof.

[10] Selon l'expression de Robert Steegmann, *Le camp du Struthof-Natzweiler*, Seuil, 2009.

[11] 30 avril 2015, journée de la déportation au Struthof.

[12] 27 mai 2015, discours du Panthéon.

[13] 6 juin 2014, commémoration des 70 ans du débarquement en Normandie.

[14] 22 juillet 2012, commémoration de la rafle du Vel' d'Hiv'.

[15] 6 avril 2015, commémoration de la rafle des enfants d'Izieu.

[16] 30 avril 2015, journée de la déportation au camp de concentration du Struthof.

[17] 27 mai 2015, discours au Panthéon.

[18] Hannah Arendt, *Le système totalitaire : les origines du totalitarisme*, Seuil-Essais, 2005.